

Début d'analyse

Echecs électoraux

Tout d'abord, quelques chiffres sur la dernière séquence électorale : - en France métropolitaine, au premier tour des législatives : **51,29 % d'abstentions et 3,17 % des exprimés pour le PCF**. Le total des forces ayant fait campagne pour Mélenchon à la présidentielle s'établit à **14,13 % des exprimés, soit une perte de 4 338 793 voix et 5,48 % par rapport à la présidentielle. C'est un échec (que ne saurait cacher la constitution de groupes à l'Assemblée et au sénat)**. Certes nous nous sommes heurtés au problème institutionnel du présidentialisme (renforcé par le caractère antidémocratique des « primaires »), mais cela pose **la question existentielle de ce que doit être une organisation politique porteuse de l'espérance de transformations sociales communistes**.

Devenir une force d'alternative crédible

Citations de Pierre Laurent (extraits de l'Humanité Dimanche) :

« Le PCF n'est pas perçu comme porteur d'un message d'avenir, comme force alternative crédible . . . » d'où « travailler à des transformations qui marquent **un changement qualitatif profond, repenser un processus de rassemblement populaire majoritaire, . . . politiser les luttes et les consciences . . .** et dialoguer avec tous les militants de la gauche sociale, syndicale, intellectuelle. » . . . A propos de la France Insoumise : « . . . destruction du Front de gauche ; si F.I. maintient sa volonté de s'affirmer en processus unique dans l'espace de la gauche, ce sera un obstacle à la construction d'une nouvelle ambition majoritaire . . . Que ce soit « En marche ! » ou « F.I. », le modèle d'organisation reste extrêmement centralisé et descendant, il reste tourné vers la conquête du pouvoir présidentiel » . . . « . . . Franchir une nouvelle étape dans nos batailles communes avec le P.G.E., aller vers un **forum permanent des forces progressistes européennes.** »

« **Nous devons nous reposer toutes les questions fondamentales pour procéder à notre propre révolution politique pour nous placer à l'offensive.** »

Comment **mettre en pratique** ces excellentes propositions ?

Pour une révolution communiste

Pour se « réinventer », nous ne partons pas de rien, et pour élaborer une stratégie politique de dépassement du capitalisme, nous devons tenir compte de l'histoire, des analyses de Marx (et de ses successeurs) et de leurs prolongements actuels en tenant compte des évolutions de la société.

Après avoir vu le film « Le jeune Marx », on ne peut qu'être frappé par le fait que depuis 1848, tout a changé : les conditions économiques, sociales, politiques, idéologiques, mais que le problème fondamental demeure : une classe dominante (le

1 % qui possède les moyens de production, d'échanges et de communication) exploite, aliène et opprime les classes dominées (les 99 % qui essaient (ou pas) de lutter pour leur survie, leur dignité, l'avenir de leurs enfants et de l'humanité).

« . . . Que des soignants, enseignants, créateurs, chercheurs, gens de médias se voient traités en main d'oeuvre corvéable constitue une extension inadmissible de l'exploitation capitaliste ; mais que la santé, l'enseignement, la création, la recherche, l'information mêmes soient métamorphosées en rubriques des affaires profitables est une aliénation d'un tout autre ordre : celui d'un attentat de première grandeur à la cause humaine. On touche ici du doigt quelle immense erreur est de réduire l'aliénation à l'exploitation, perdant ainsi de vue le *contenu* même de ce qui est en jeu : derrière le soignant écrasé, la santé malmenée, et tout le reste à l'avenant, des activités de haute responsabilité civilisationnelle dégradées en quelconques tâches tarifées. . . . Ici s'impose un essentiel développement de la traditionnelle analyse en termes de classes : **à travers les ravages du capital financier s'approfondit un clivage social n'opposant plus seulement classe exploiteuse et classe exploitée mais *classe aliénante à un pôle et société toute entière aliénée à l'autre* . . . » (Lucien Sève)**

N'est- ce pas la situation : à un pôle 1 % et à l'autre 99 % ?

Aller vers une société sans classes

« . . . la malfaisance du capitalisme ne se résume plus à l'exploitation du travail-qui demeure, elle concerne sous maints rapports le peuple entier, menace l'existence même d'une planète habitable et d'une humanité civilisée. La tâche est alors de concrétiser de façon inventive les possibilités de mouvements largement majoritaires visant à sortir de la société de classes, objectif incontournable, rendant sens actuel à la révolutionnaire visée marxienne du communisme. » (Lucien Sève dans « Cause Commune »)

Je propose que le congrès exprime clairement comme un but essentiel du PCF, d'aller vers une société sans classes, vers l'émancipation humaine, en commençant à libérer tous les individus de toutes les aliénations (à commencer par la plus ancienne d'ente elles : le patriarcat, en allant vers l'égalité concrète femme-homme).

D'où, pour « politiser les luttes et les consciences » l'importance primordiale de mener la lutte idéologique sur tous les fronts. Nous devons éviter deux écueils : – le repli identitaire, le retour aux modèles, au « marxime-léninisme » (en fait de retour, il faudrait déjà faire un aller !), d'une part, – la dissolution dans un mouvement populiste, d'autre part. Pour cela nous devons proposer aux citoyen(nes)s, à partir des luttes de construire les chemins d'une révolution communiste. Car sinon, sans même parler de la prochaine crise financière qui sera catastrophique, nous ne pourrions pas enrayer la montée des nationalismes et des populismes en Europe, et nous nous retrouverions pour l'élection présidentielle de 2022 dans des conditions politiques encore pires que celles de 2017. **Ne faut-il pas prévoir, dès maintenant, au cas où ne pourrions pas faire autrement (au cas où le rapport de forces en faveur d'un candidat**

commun ne serait pas suffisant) un candidat ou une candidate à l'élection présidentielle ? Rappelons qu'une union n'est solide que si elle part de la base, et l'union à tout prix ou à moindre mal est une erreur politique.

Crise de civilisation

Citons Pierre Laurent : « La crise du système capitaliste d'une ampleur inédite nous ramènent aux anticipations de Marx sur le nécessaire dépassement du système capitaliste. Mais pour être pleinement communiste, elle nous oblige à penser les conditions contemporaines de ce dépassement. »

Les contradictions s'aiguisent

« Les aspirations, les mobilisations, une vision renouvelée du vivre ensemble correspondent au caractère de plus en plus prégnant d'enjeux majeurs pour notre avenir. Elles témoignent d'abord d'une lourde contradiction. Le capitalisme se révèle de plus en plus incapable d'apporter des réponses pertinentes en termes de progrès humain durable aux défis essentiels posés aujourd'hui à l'humanité. Aucun d'entre eux ne peut trouver de solution dans la concurrence pour la captation du profit érigée en principe cardinal. Et pourtant, faute d'alternative considérée comme crédible, ce même capitalisme semble aujourd'hui plus fort qu'il ne l'a jamais été. Qui plus est, il conduit des offensives visant à ancrer encore plus profondément sa domination. On peut mentionner par exemple les attaques systématisées contre les droits démocratiques (au nom de l'idéologie « post-démocratique »), l'utilisation des peurs et des idéologies nationalistes racistes et xénophobes nourries par la crise elle-même et renforcées par les menées terroristes du djihadisme, ou encore le développement des impasses populistes.

La recherche d'alternatives, et même la recherche de sens sont donc cruciales. Face au verrouillage de la situation, elles s'appuient sur des réalités nouvelles particulièrement sensibles auxquelles le système en crise profonde ne peut apporter de réponses satisfaisantes.

Sans prétendre à l'exhaustivité, notons les liens de cette réalité fondamentale avec les transformations profondes que connaît le travail dont la composante intellectuelle devient prédominante et qui ne peut désormais être que collaboratif si nous voulons qu'il exprime toutes ses potentialités. Notons également que les technologies numériques démultiplient les besoins et les possibilités de partages. Les communs numériques constituent une réalité structurante de notre époque. Ils appellent de nouveaux modes de gestion coopératifs et participatifs. Plus largement encore, même si l'idéologie du capitalisme libéral persiste à magnifier le paradigme de la concurrence comme à cultiver l'individualisme et le chacun pour soi, la vie réelle démontre chaque jour l'inanité de cette approche. Les défis écologiques impliquent des réponses communes. La transformation en

profondeur des modèles de consommation et de production oblige à réfuter les logiques de moins-disant social et environnemental ou encore l'illusion qu'on peut tirer son épingle du jeu seul contre tous. Malgré la ségrégation urbaine, les villes sont de plus en plus productrices de communs. » (Alain Obadia)

Extraits d'un article de Jean Sève dans l'Humanité :

« . . . la crise du système capitaliste cache une crise bien plus profonde, celle de la société divisée en classes. Avec la mécanisation, l'automatisation, l'informatisation, les activités humaines sont de moins en moins répétitives et de plus en plus axées sur l'inventivité, la création, l'innovation, la surveillance et la réactivité, le service apporté à une clientèle, le conseil . . . Des activités qui exigent des individus très qualifiés, maîtres de leur travail, sans patron, libres de leur emploi du temps, capables d'échanger entre eux.

Or, dans le système actuel, les rapports sociaux sont corsetés par l'impératif du profit. Les sociétés de classes et les rapports sociaux qui leur sont liés deviennent objectivement des freins pour une prometteuse révolution du travail. **Ce qui vient irrémédiablement à l'ordre du jour est la mutualisation des savoirs, le partage des coûts, la coopération à vaste échelle, la promotion concertée du développement durable, la sécurisation de parcours professionnels. La soumission des travailleurs à des donneurs d'ordres ne devient pas seulement inopérante, elle constitue un obstacle historique majeur au développement d'une civilisation bien plus avancée.** Dans la même logique, le droit de propriété devient de plus en plus ouvertement contreproductif à l'heure où les sociétés les plus développées peuvent organiser une gratuité bien plus efficace dont le coût serait assumé par la collectivité dans son ensemble. »

Partout naissent des rapports post-capitalistes, certes encore marginaux, animés par des citoyens qui refusent l'appropriation privative du pouvoir de décider, qui rejettent les fins lucratives pour en promouvoir d'autres réellement libératrices, qui partagent et coopèrent en marge de notre société. C'est ainsi que des salariés reprennent en main leurs entreprises condamnées pour construire des entités, dans un contexte très défavorable et malgré l'existence d'une grande diversité en leur sein, authentiquement post-capitalistes (pas de propriété même s'il peut y avoir des investisseurs, pas de rapport dominant-dominé – un homme ou une femme « une voix » - pas de finalité lucrative pour satisfaire des actionnaires tout-puissants, mais répondre à une fin socialement utile, etc.). C'est ainsi que des chercheurs, comme ceux du Cern, construisent des communautés d'égaux, refusant toute appropriation (brevet), échangeant en permanence le fruit de leurs recherches, coopérant pour une fin commune et élaborant la toile, mettant en commun leurs ordinateurs et leurs logiciels. C'est ainsi que des citoyens ont construit le commerce équitable, moyen d'échange où le producteur et ses besoins sont préalablement pris en compte par le consommateur dans un rapport où tout le monde est gagnant.

Si le mot gauche a encore un sens, s'il n'est pas trop tard pour arrêter une dictature financière aujourd'hui sans véritable adversaire à sa mesure, il doit s'appuyer

sur sa seule carte vraiment crédible, celle de l'après-capitalisme, ce qui implique en tout état de cause d'appeler les citoyens ici et maintenant à engager toutes initiatives les conduisant à se ressaisir de leurs biens communs. Ce qui signifie en clair que la validité d'un engagement dans l'action ayant pour fin la construction de nouveaux rapports sociaux, ce que certains osent nommer de façon profondément renouvelée « communisme », et donc à terme de nouveaux rapports de force, n'est pas subordonnée à l'appartenance à une formation partisane, ni à ses retombées électorales : c'est elle bien plutôt qui pourra renouveler le sens de la politique. Elle est essentiellement associée à une conviction qui devrait tous nous rassembler : face à trois crises, et deux issues possibles dont l'une est cataclysmique, il n'y a qu'un seul impératif, gagner les citoyens à la seule perspective convaincante qui s'offre à nous : **poursuivre et généraliser une révolution post-capitaliste en partie déjà amorcée.** »

Cette révolution doit être engagée simultanément sur tous les plans : culturel, économique, social, écologique, démocratique et à tous les niveaux : local, régional, national, européen, mondial.

La place centrale du travail.

L'état du travail aujourd'hui : il est de plus en plus écartelé entre conception et réalisation, divisé entre ce qui relève de l'intellectuel et du manuel, atomisé en tâches empêchant d'en appréhender le sens ; le travailleur devient un appendice de la machine (fût-ce un ordinateur) ; mais c'est peut-être l'organisation du travail qui illustre le mieux la croissante aliénation des travailleurs dont voici les principales caractéristiques : éliminer le plus de travailleurs-euses possible – Enlever aux travailleurs-euses la source de leur résistance : leur qualification professionnelle – Empêcher les travailleurs-euses de s'organiser - faire partager aux employés les objectifs de l'entreprise

« Stress au travail, pénibilité physique maintenue, harcèlement, troubles musculo-squelettiques, exposition à de multiples risques, mise en condition du personnel et contrôles accrus **aussi bien dans la sphère du travail que dans la vie personnelle.** »

Le summum du « management » est atteint dans certaines entreprises : **on donne au travailleur des objectifs dont on sait qu'ils ne pourront pas être atteints, d'où déstabilisation, culpabilisation du salarié, mise en cause de sa qualification, et mise en concurrence systématique.** Outre la pression du chômage et de la précarité, les travailleurs sont confrontés aux effets néfastes des formes multiples et complexes d'une intensification du travail qui envahit l'existence et menace la santé. Les conséquences sont l'augmentation de l'absentéisme, des accidents du travail, des arrêts maladie et globalement une baisse de la productivité du travail.

Abordons le problème sous l'angle de la politique industrielle.

Dans l'Humanité du 30 novembre 2017, Marie-claire Cailletaud (dirigeante CGT) écrivait : « **Il s'agit de répondre aux besoins des populations en produisant des biens et des services éco-conçus, durables, interconnectables, recyclables, utiles socialement, décidés démocratiquement.** Cette transformation de l'industrie ne peut pas s'accomplir

sous la contrainte des règles financières qui se sont imposées depuis trente ans. L'état de la finance empêche le temps long nécessaire pour « retrouver l'horizon ». »

Allons plus loin : le court-termisme est inhérent aux contradictions du capitalisme et ce dernier, à son stade actuel, ne peut pas maîtriser les problèmes écologiques gravissimes qu'il génère, car le plus rentable **immédiatement c'est l'investissement financier en vue de l'accumulation de capital et non pas la production industrielle.**

Elle écrit ensuite : « Il est indispensable de desserrer la contrainte de rentabilité qui pèse sur les choix de gestion des entreprises. Il faut d'urgence refonder la fiscalité de l'entreprise afin de lutter contre tous les gâchis de capital et de favoriser l'investissement, le développement de l'emploi et des capacités humaines, créer un pôle public financier concrétisant une nouvelle politique du crédit. Gagner une réorientation de la politique européenne. . . . ». **D'où la nécessité de prendre le pouvoir sur l'argent.**

Certes, mais cela n'est pas suffisant ! Comme le dit Pierre Bachman dans l'Humanité du 19 octobre 2017 : « . . . **nous restons confinés à la déhumanisation et à l'asservissement de ce que devrait être le travail comme genèse de l'humain, de l'éthique, de la créativité, des valeurs et de la culture. Nous restons enfermés dans le travail aliéné ...en revendiquant moins d'aliénation. Si l'humain veut s'émanciper, il doit inventer la « civilisation du travail », alors qu'aujourd'hui nous sommes dans celle de son exploitation ... et ceci depuis plusieurs millénaires ! Un tel objectif ne peut plus être masqué, ignoré. Il est urgent d'en prendre conscience et de placer les enjeux politiques et les luttes sociales à ce niveau-là.**

Alors, avançons des pistes en défendant les situations actuelles, les garanties et les droits et en cherchant à les élargir. Un tel objectif demeure tout à fait légitime et vital mais exige de situer cette bataille en cohérence avec une perspective libératrice clairement affichée. »

« Par exemple : le nouveau statut du travail salarié et la sécurité sociale professionnelle de la CGT, la proposition de loi de sécurité sociale du travail, de l'emploi et de la formation du PCF. Ne faut-il pas pousser plus loin et plus large que cela ? En créant une sécurité sociale du travail (SST) couvrant l'ensemble des personnes sortant du système scolaire obligatoire, en leur conférant un droit effectif à la création de richesses selon ses capacités et les goûts de chacune et de chacun. L'essentiel des droits serait ainsi attaché à la personne de façon inaliénable et constitutionnelle, et non plus à la situation d'emploi qu'elle est susceptible d'occuper ou de chômage dans laquelle elle risque de tomber. Avec cet objectif, ne pouvons-nous pas nous passer « d'employeurs », alors que nous avons besoin de bons entrepreneurs, travailleurs et créateurs ? Il faudrait dès lors imaginer une forme socialisée de gestion et d'allocation des diverses activités de travail peut-être un nouveau service public autogéré qui représenterait la socialisation des fonctions d'employeur élargies à toutes les activités (marchandes, non marchandes mais aussi personnelles et collectives, etc.).

Il faut affirmer le travail comme cœur d'une démarche de sortie de crise. Il s'agirait d'instaurer et de développer de véritables « dynamiques du travail ». Il faut prendre le risque de la créativité et de l'efficacité à libérer dans le « travail réel ». Émergeraient ainsi des capacités nouvelles inconnues de développement humain, d'objets et de modalités de

production et de création, de nouvelles cultures favorables à l'émancipation et au remembrement de la démocratie politique, économique et sociale. »

Dans un premier temps, est nécessaire un nouveau statut juridique de l'entreprise, la réhabilitant en tant que collectif humain créateur de richesses et la sortant de la gouvernance actionnariale pour y faire entrer la démocratie, c'est à dire de nouveaux droits pour les salariés leur permettant de : bloquer les plans de licenciement et les délocalisations, d'intervenir sur les conditions de travail sur la gestion des investissements et de la production (nouveaux critères de gestion sociaux et environnementaux, réinvestir et partager la plus-value autrement, en ayant pour ligne directrice l'économie de capital et le développement du travail vivant), sur l'organisation du travail (notamment organisations « apprenantes », partage des savoirs et savoir-faire, expérimentation collective et évaluation en commun de la coopération, transmission de l'expérience accumulée par les « anciens » ...).

Changer la place, le rôle, la nature du travail ne peut se réaliser qu'en établissant un nouveau mode de développement compatible avec notre écosystème sans épuiser les ressources et générer des pollutions destructrices, et devant permettre l'émancipation humaine et l'accomplissement de la personne. Ce nouveau mode de production et de consommation, c'est partir des besoins (qui ouvrent un débat à part entière), de l'appareil productif nécessaire pour les satisfaire, de la nature de la production dans un cadre durable (aller vers zéro déchet), économe des ressources. C'est engager l'économie circulaire, l'écoconception ; mettre en place la formation initiale et continue des salariés (zéro chômage) ; viser l'élévation du niveau de connaissances, permettre l'accès pour tous à la culture scientifique et artistique pour être en capacité concrète de décider ; impulser la recherche, débattre de son rôle, de la maîtrise citoyenne de ses applications, de la place de la science dans la société ; développer l'accès de tous à la révolution numérique (logiciels libres, plate-formes participatives, fab-lab, . . .) ; développer les biens communs de l'humanité et leur gestion collective ; développer l'appropriation sociale du système bancaire, la gestion démocratique et l'extension des services publics ; développer l'économie sociale et solidaire (réseaux de coopératives, SCIC-SCOOP . . .) ; territorialiser l'économie (croisement fondamental entre ESS et économie circulaire). Sans avancer vers ces changements, la libération du travail par rapport au capital et l'émancipation des travailleurs resteront illusoirs.

Soyons clairs : il ne s'agit pas de proposer un modèle tout en mains, mais de définir des orientations, les objectifs et les moyens étant co-construits dans les luttes ; d'autant que nous ne partons pas de rien : par exemple,

- prendre le pouvoir sur l'argent, dans « Financer l'expansion des services publics en Europe » Denis Durand fait des propositions précises,
- transformer les grandes entreprises en « biens commun », comment ? Le congrès pourrait réfléchir à la question. Paul Sindic propose toute une série de premières mesures,
- proposer le développement des coopératives (SCOOP, SCIC, CAE) et leur mise en réseau avec une orientation communiste.

Mettons « les communs » au coeur de la discussion du congrès :

Pour aller dans ce sens, prenons en compte ce qu'écrit Alain Obadia dans le supplément à l'Humanité du 31 octobre 2017 :

« . . . des biens, des services ou des activités sont déclarés comme n'appartenant à personne, comme étant « inappropriables ». Cela ne signifie pas qu'ils sont en deshérence. Cela signifie en revanche qu'ils sont gérés [ou « gouvernés »] de telle manière que leur usage [l'« Usus » du droit romain] est partagé selon des règles définies en commun mais que personne ne détient l'« Abusus », c'est-à-dire le droit de vendre ou de donner, de démanteler ou de détruire. Ces derniers éléments sont des caractéristiques essentielles du droit de propriété qui est ainsi remis radicalement en cause. La gestion des communs obéit ainsi à une logique alternative : celle du partage du droit d'usage et du maintien en bon état, voire du développement ou de l'amélioration pour les générations futures. »

Droit d'usage partagé et droit de propriété

« Dans le monde en devenir, de plus en plus de biens, de services ou plus globalement d'activités humaines voient leur utilité et leurs bienfaits entravés, voire saccagés, s'ils subissent les règles de l'appropriation. Leurs potentialités de développement émancipateur ne peuvent s'exprimer que si le droit à leur usage partagé est pleinement reconnu.

Certaines approches très présentes – et depuis longtemps – dans le mouvement altermondialiste centrent la bataille sur la question des biens communs et notamment sur celle des « biens communs de l'humanité ». Elles soulignent à juste titre le caractère vital d'empêcher l'appropriation privée et l'exploitation à des fins de profit de biens essentiels pour le devenir de la planète et des êtres humains. L'eau, l'oxygène, le climat, les semences mais aussi la libre diffusion de l'information, des connaissances et du savoir

sont le plus souvent cités dans la liste de ces biens communs. Plus largement, cette approche sous-tend des batailles de grande portée, comme l'opposition au brevetage du vivant, la lutte contre l'appropriation de ressources naturelles ou encore la protection de zones fragiles. La déforestation de l'Amazonie ou de territoires entiers de l'Indonésie, les menaces considérables que font peser les majors de l'industrie pétrolière sur l'océan Arctique démontrent l'actualité et l'urgence de ces questions. Toutes ces batailles sont évidemment celles des communistes. Nous avons démontré notre détermination à ce propos l'année dernière dans la préparation de la COP 21 dans la perspective de l'accord de Paris.

Faire du commun un principe politique c'est aussi raisonner à l'échelle de la proximité. Même s'il est évident que les biens communs de l'humanité nous concernent tous au quotidien et que les batailles se mènent dès le niveau local, il est clair que leur aboutissement se situe à l'échelle internationale ou au moins à celle de régions du monde.

Les batailles de proximité évoquées ici sont celles qui peuvent avoir un aboutissement local à « portée de lutte » pour reprendre une image déjà évoquée. C'est le cas par exemple de la création de coopératives ou de tiers lieux, c'est le cas de la prise en charge associative de problèmes qui préoccupent une population, c'est le cas aussi de la gestion sous des formes collectives d'espaces d'intérêt commun, etc.

Si nous prenons au sérieux la démarche, ne devons-nous pas considérer que c'est en commun que les personnes ou populations concernées doivent déterminer ce sur quoi elles entendent agir et ce qui doit relever de la prise en charge commune ?

Ne devons-nous pas au contraire avoir une approche des services publics comme des communs à gérer démocratiquement (rôle des usagers, des personnels et des élus à tous les niveaux) et à désétatiser ? (Alain Obadia)

Trois chantiers me semblent essentiels à ouvrir.

« Le chantier de la solidarité :

Il s'agit de renouer des liens fraternels et de produire du commun dans la cité, l'entreprise, l'école, les espaces associatifs et culturels. Il s'agit aussi de repolitiser les enjeux, les luttes et les aspirations, en inventant des modes citoyens d'exercice de la politique qui intègrent et élargissent les formes partisans dans des espaces citoyens qui rassemblent les différences tout en les respectant, afin de construire du commun.

Le chantier du projet et de l'alternative :

C'est sans doute le chantier majeur parce qu'il s'agit de forger la trame d'un projet alternatif au néo-populisme qui nous enfonce dans les ténèbres, comme au néolibéralisme qui nourrit la vague brune. Il faut construire ensemble le projet d'une société d'émancipation humaine qui dessine les contours du dépassement de ce capitalisme financier, productiviste et consumériste, d'en finir avec toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation de l'homme par l'homme, de la femme par l'homme, de la nature par l'activité humaine ; de penser l'émancipation à partir de l'égalité des droits, l'éradication des discriminations et l'autonomie des individus ; le développement humain, durable et solidaire à l'aide de l'appropriation citoyenne des biens communs et la préservation de la planète ; la civilisation avec le partage des savoirs, des arts et des cultures ; la révolution citoyenne pour une refondation de la République, de la laïcité et de la démocratie. C'est en éclairant l'avenir que nous nous garderons de la barbarie. » (Alain Hayot)

Vive l'internationalisme (prolétarien, mais pas que ...)

Un troisième chantier transversal : la nécessaire dimension mondiale du projet communiste

Au premier rang des actions internationales du PCF, les luttes pour la paix, pour le désarmement, contre les trafics et les ventes d'armes, le terrorisme, contre l'exploitation sauvage des êtres humains, des ressources naturelles, pour une planète où chacun pourra se nourrir, se soigner, se chauffer, se loger, contre les émissions des gaz à effet de serre, . . .

La révolution sera anthropologique et écologique ou ne sera pas !

Changer de mode de production et de consommation exige de lutter pour dépasser ce capitalisme mondialisé : inscrivons dans le projet communiste la transformation des ressources naturelles, la production des ressources agricoles et d'élevage, l'eau, l'air, les sols les forêts etc . . . en biens communs de l'humanité.

Dans l'humanité du 12 janvier, tout un article expose la démarche d'un certain nombre de pays qui proposent à l'ONU « un traité pour en finir avec l'impunité des multinationales » et les actions d'ONG comme « Sherpa » et « Peuples solidaires » qui intentent un procès à Samsung pour l'exploitation d'enfants en Chine. Ces luttes ne doivent-elles pas être prises en compte par le P.G.E., et mises à l'ordre du jour d'un forum social européen ? (de même la lutte contre le traité de libre échange avec le Canada ne doit-elle pas être concertée au niveau européen?)

Un exemple : l'équipe de « Cash-Investigation » a fait un reportage sur la production de coton. Le coton ouzbek est le moins cher et celui de meilleure qualité : **récolté à la main grâce au travail forcé de fonctionnaires, d'enfants, il n'est pas abimé par une machine.** Il est envoyé dans des usines de tissage au Bangla-Desh, où la main d'œuvre féminine est quasiment réduite à l'esclavage, et les firmes occidentales (Tex Carrefour, Zara, H&M, . . .) fabriquent des vêtements à des prix records. Certes c'est aux salariés impliqués dans cette chaîne de production de lutter et bien sûr, des réglementations peuvent être obtenues et, avec les intéressés, nous pouvons lutter pour obtenir des mesures internationales contre le libre-échange des multinationales ;

Deux exemples de « politisation » des luttes :

Précisons d'abord qu'il ne s'agit pas de faire à la place des organisations syndicales, mais de **prolonger chaque lutte par une mise en cause du capitalisme, pour que des propositions concrètes de dépassement du système deviennent majoritaires pour les salariés et les citoyens.**

1) Le refus du glyphosate, les « crises » du lait, du beurre, de la pomme de terre, doivent amener **au refus des pesticides (en les remplaçant par des produits naturels), à la remise en cause de l'agriculture industrielle, la garantie des prix aux agriculteurs dans un premier temps, mais dans un second à la nécessité de sortir l'élevage, la pêche et l'agriculture du marché capitaliste, de développer l'agroécologie, l'agroforesterie, de la mise en commun des semences, de la gestion de l'eau, du nettoyage des rivières, océans**

etc. , de développer des réseaux de coopératives pour contrôler les filières dans des circuits courts, en un mot de changer de mode de production et de consommation. On ne peut espérer faire reculer le vote FN dans les campagnes si on ne mène pas la lutte idéologique parmi les agriculteurs et les salariés du secteur.

2) Au niveau de la santé, « la France en commun » propose un plan de défense et de développement de la Sécurité Sociale, un plan de mobilisation pour la santé, la création d'un pôle public du médicament, . . . oui mais il faut aller plus loin ! Quelle intervention par rapport aux laboratoires privés ? Croit-on que c'est par une pression (politique, économique...) que des laboratoires vont changer de logique et fabriquer des médicaments dans l'intérêt général et non plus les seuls rentables ? Que les multinationales vont renoncer aux brevets qui leur donnent l'exclusivité de la production de certains médicaments (vendus à des prix pharaoniques) ? Que l'on va empêcher la destruction de la sécurité sociale(et sa prise en main par les assurances), la marchandisation du corps humain ? N'est-il pas **urgent et prioritaire** de militer auprès des salariés du secteur pour qu'ils **prennent en main la gestion de leurs entreprises en liaison avec les collectivités territoriales et le pôle public du médicament ?**

Pour la Sécurité Sociale :

* Tout d'abord **sa gestion doit être assurée par les salariés et non pas par l'état**, ses moyens doivent être accrus par l'augmentation des cotisations sociales pour les laboratoires pharmaceutiques et les industries qui impactent gravement la santé des travailleurs.

* Ensuite, **le prix des médicaments doit être contrôlé.** L'O.M.S. a trop peu de moyens et trop peu de pouvoirs : elle doit pouvoir contrôler les prix et impulser les recherches. Rappelons que si le SIDA prolifère en Afrique, c'est entre autres, parce que le prix des médicaments est beaucoup trop élevé. De même rappelons que le vaccin contre le virus EBOLA n'a été cherché et trouvé que lorsque américains et européens ont été touchés.

* Problème lié : on parle beaucoup de violences faites aux femmes, mais les premières contre lesquelles il faut lutter, ce sont **les mutilations sexuelles, l'excision est un fléau qui touche 165 millions de femmes dans le monde.** Sans attendre une intervention internationale, la France devrait agir en proposant des programmes d'éducation et en soutenant les associations et organisations qui luttent pour le droit des femmes, pour que **chaque chaque être humain puisse disposer de son corps** ; (au Mali, par exemple, ce serait plus efficace qu'une intervention militaire!). Une précision importante : l'excision n'est pas un problème religieux, c'est une pratique barbare qui date de l'Egypte pharaonique (il y a environ 6000 ans) qui ne figure dans aucun texte des trois religions monothéistes occidentales (qui lui sont d'ailleurs postérieures).

La production de médicaments et la recherche doivent être rationalisées et mutualisées au niveau mondial : laboratoires et industries doivent être placés dans le cadre d'un service public mondial, **la santé pour toutes et tous doit devenir un bien commun de l'humanité. A quand un service public européen du médicament ?**

Nécessité de la lutte idéologique

Je suis conscient que le projet communiste dont nous parlons est à des kilomètres des préoccupations de nos concitoyens, le problème n'est-il pas de le ramener au contact ? (le résultat des élections en Corse montre que lorsqu'il n'y a pas de conscience de classe, l'abstention et les dérives nationalistes ont le champ libre). Beaucoup de camarades de notre section l'ont précisé (A.R. : comment se faire entendre ?, M.: un projet, oui, mais communicable !, B.: Comment s'y prendre ?, J.: se convaincre nous-même ou convaincre les autres ? Être proche des gens?). La plupart ont noté l'énorme coupure avec la jeunesse. D'où la nécessité de s'adresser aux jeunes dans toutes les couches de la population (dans les universités, les lycées, les centres de formation, les entreprises, les quartiers populaires, les campagnes...) et de mener conjointement les luttes, dès que c'est possible avec la J.C., l'U.E.C., la J.O.C.

P.K. a montré comment le PCF est réduit au silence et fait des propositions que le congrès devrait prendre en compte, mais pour que le congrès réponde aux questions posées, prenne en compte les propositions, il faut selon moi qu'un maximum de camarades s'expriment.

Les inévitables ruptures avec le capitalisme ne constituent pas le blocage principal, celui-ci provient beaucoup plus du fatalisme (à quoi bon voter, la politique ne change pas, à quoi bon se syndiquer, faire grève, manifester, on ne peut rien faire dans l'entreprise, la cité) et de la guerre idéologique menée contre les idées communistes.

Entendons-nous bien : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». C'est aux travailleurs des usines, aux travailleurs agricoles, aux citoyens de **prendre leurs affaires en main et de remplacer la logique de rentabilité capitaliste par la celle de la satisfaction des besoins**. Mais la prise de conscience nécessaire ne s'effectuera pas toute seule, les indignations et révoltes peuvent déboucher sur des comportements nationalistes, communautaristes, ethnistes, intégristes religieux, .

« L'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes; la force matérielle ne peut être abattue que par la force matérielle ; mais la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dès qu'elle pénètre les masses » citation de Marx.

. . D'où la nécessité de la lutte idéologique, les difficultés venant, entre autres, du fait que, **politiser les luttes ne peut être efficace que si cela s'effectue sur deux niveaux :**

*** sur le contenu : donner dans chaque cas des perspectives de désaliénation par rapport au patriarcat et/ou des perspectives de dépassement du capitalisme, des perspectives d'émancipation humaine, pour recréer l'espoir.**

*** sur tous les échelons : passer du local au régional, au national, au continental, au mondial.**